Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1980)
Heft: 537

Artikel: Qu'est-ce que je disais au juste?
Autor: Stauffer, Gil
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1022301

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 11.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

«Champ-Dollon ne va pas si mal»

Michel Hentsch,
directeur de Champ-Dollon

Sept suicides, une émeute récente, ont attiré l'attention publique sur la Prison préventive genevoise de Champ-Dollon. Aujourd'hui c'est son directeur, M. Michel Hentsch, qui est personnellement critiqué par la Commission des visiteurs officiels. Il répond aux questions de Monique Picard

« LE NOUVEL ILLUSTRÉ : » – Comment se sent-on lorsqu'on est publiquement accusé d'être un mauvais gestionnaire, peu psychologue et, en somme, peu apte à remplir la lourde fonction d'un directeur de prison?

MICHEL HENTSCH : – Ça ne m'empêche pas de dormir, en tout cas. Je suis attaqué comme Chavannes est attaqué pour les problèmes de l'Instruction publique. Je ne pense pas que cela l'empêche, lui non plus, de dormir. Mais j'avais un peu souci à cause de ma femme, de nos femmes respectives, celle du sous-directeur et celle du gardien-chef. J'étais au service militaire – ce que l'on me reproche – lorsque les journaux ont publié des extraits de l'avis de la Commission des visiteurs officiels. Je ne lisais pas les journaux. Ma femme m'a téléphoné, affolée. Nos femmes supportent beaucoup plus mal que nous, parce qu'elles sont moins au courant du dossier. C'est l'inconnu qui leur fait peur. De plus, ma femme est Suissesse allemande et elle ne comprend pas toujours tout. Elle a paniqué. Les lettres et les téléphones de menaces, ma voiture incendiée, ce que les journaux publient, tout ça a fini par la secouer un peu. Elle m'a alarmé. Je me demandais ce qui se passait à Genève. Eh! bien! Quand je suis rentré, ici, à Champ-Dollon, j'ai trouvé une ambiance très décontractée. Dans le canton de Vaud, les gens sont outrés de la manière dont on parle de moi. Mais à Genève on réagit différemment. On dissocie la fonction, les idées, et la personne. On attaque d'une manière virulente. Mais, comme en France, cela fait partie des mœurs politiques : on s'incendie et ensuite on va boire un verre ensemble.

– Allez-vous démissionner?

– Il n'en est pas question. Moi, je me sens parfaitement apte à supporter ces attaques. Je démissionnerai peut-être une fois que tout sera rentré dans l'ordre, une fois que j'aurai l'impression d'avoir fait ce que je voulais faire ici. Je démissionnerai en tout cas, si M. Grobet devenait mon chef.

– On vous reproche principalement de ne pas recevoir les détenus. Certains ne vous ont vu qu'à la télévision.

– Peut-être étaient-ce des gens qui n'avaient passé que deux jours ici...

» Dans l'ensemble, il est exact que je ne vois pas les détenus dans la mesure où je le voudrais. Je considère que les gardiens sont le mieux en mesure de connaître les problèmes qui sont de l'ordre du quotidien et qu'ils peuvent établir le contact avec les détenus. La conception de la condition pénitentiaire que je m'emploie à améliorer constamment, ça c'est mon rôle. Et je considère que c'est plus important que de courir chaque fois qu'un détenu me sonne. Il est exact, comme l'a dit M. Fontanet, que je ne suis pas homme à me précipiter. Il faut aussi savoir que les détenus ne sont pas toujours au clair sur ce que sont leurs besoins véritables. La preuve, c'est qu'ils sont ici. Une fois dans leur vie, ils ont mal compris où était leur intérêt et ils se sont retrouvés en taule. Les commissions, des sages et des visiteurs officiels, ont longuement entendu les détenus, mais il y avait des mots d'ordre. Je m'étonne de la naïveté des commissions : les listes de revendications avaient circulé avant! Mais il semble que les détenus ont un tel impact que s'ils rotent de travers toute la République en parle...

» Mon prédécesseur à Saint-Antoine, dont on chante les louanges, passait son temps à courir chez les détenus. Un directeur de prison ne doit être qu'un dernier recours. Il serait faux que Dieu le Père arrive au premier coup de sonnette. Mon prédécesseur cassait toutes les règles. On ne peut pas d'une part obliger les gardiens à être des matons et donner, en tant que directeur, un sucre par derrière. C'est la mort du système, la catastrophe. Quand un détenu est passé par un essai de traitement intermédiaire d'un de mes collaborateurs et que ça n'a pas suffi, alors je suis la dernière instance. Mais les rares, trop rares fois, où je vois un détenu, je fais semblant de paraître totalement disponible. Si la discussion s'arrête, c'est faute de matière, c'est le détenu qui se lève parce qu'il n'a plus rien à dire, pas parce que c'est l'heure. »

– On vous reproche de ne pas tenir à jour un fichier informatif sur la situation des détenus depuis leur arrivée chez vous.

– Je n'ai pas de fichier, non. Si j'avais trois ou quatre secrétaires de plus, on ferait un fichier, ça les occuperait. J'ai dans mes classeurs suffisamment de documents pour savoir à qui je parle. De documents internes, s'entend, puisque nous n'avons pas le dossier judiciaire d'un détenu en préventive. On m'accuse également de ne pas répondre aux lettres. Je m'inscris en faux contre cette accusation. Il m'arrive parfois de confier la réponse à un de mes collaborateurs en lui disant d'avertir le détenu que je l'ai chargé de lui parler à ma place. Je reçois ensuite un rapport qui est classé avec la lettre du détenu.

– Est-ce que vos collaborateurs sont de votre côté?

– Oui. Il y a des contestations ponctuelles, quand je n'ai pas le temps d'informer à temps d'une décision. Mais je m'en explique dès que possible et tout s'arrange. Mais, dans l'ensemble, mon personnel est derrière moi.

» On monte les choses en épingle, parce que c'est généreux de s'occuper du sort des prisonniers, de la gauche à la droite – même les libéraux genevois prennent ce dernier bateau –, mais je dis qu'à Champ-Dollon, ça ne va pas si mal que ça, dans l'ensemble, les gens sont satisfaits de leur sort. Dans la mesure où on peut être satisfait de son sort en prison. Pourquoi y a-t-il tellement de détenus qui font des pieds et des mains pour rester à Champ-Dollon et ne pas être transféré à Bochuz ou à Bellechasse? Parce qu'en définitive, ils se sentent pas si mal que ça ici. »

POINT DE VUE

Qu'est-ce que je disais au juste?

Coup de téléphone, l'autre soir. Une dame-sondeuse veut savoir les détails du livret de famille et, surtout, si et ce que nous télévisionnons. Remballage ferme mais courtois, d'autant plus que la dame a pour instruction de ne parler téloche qu'avec le chef de famille (un instant, je mets ma casquette!) — lequel n'est pas là et se serait fait un plaisir de lui raconter énormités et paillardises pour perturber la statistique.

La TV, donc, sonde.

Elle sonde même au point — me suis-je laissé sussurer — que l'argument du taux d'écoute est de plus en plus souvent avancé sous le nez des producteurs et réalisateurs afin qu'ils s'en imbibent le pompon.

Il faut plaire — de peur que les chers téléspectateurs ne basculent sur une autre chaîne.

Ah.

Cette interview de l'actuel directeur de la prison de Champ-Dollon, nous vous en avions déjà servi un extrait dans le dernier numéro de DP. Cette semaine, c'est le document tout entier que nous vous proposons (avec l'aimable autorisation du «Nouvel Illustré» — n° 9/1980 — dans lequel ce texte a paru). Parce que nous l'avons sur le cœur. Parce que nous ne pouvons décemment pas continuer à tenter d'ouvrir dans ces colonnes quelques fenêtres sur le régime carcéral tant que cette pièce ne sera pas versée au dossier.

On nous épargnera tout commentaire. Une seule précision, à titre de rappel: la prison dont parle M. Hentsch est une prison préventive (l'immense majorité de ces détenus qui «se sont retrouvés en taule» sont donc présumés innocents).

PS. L'homme qui provoquerait, en arrivant au Conseil d'Etat, la démission immédiate de M. Hentsch selon lui: Christian Grobet, conseiller national socialiste, avocat.

Plaire, c'est, évidemment, plaire au plus grand nombre. C'est, à coup presque sûr, lorgner vers l'étage du jeu des «Incollables», ce monument de connerie isotrope. Plaire, c'est simplifier, c'est écrêter la difficulté, écourter l'explication. (L'émission de mercredi 5 mars sur la biologie moléculaire m'a fait bouillir de rage, tenez. D'abord, ce n'est pas *une* heure que mérite le sujet, mais *cinq ou dix*, réparties sur plusieurs semaines, *pour que soient minimalement respectées et sa richesse, et sa profondeur et son importance!* Merde à la fin! La biologie moléculaire mérite tout de même mieux — c'est-à-dire beaucoup plus de temps, de moyens, d'attention — que l'interview d'une quelconque emmerdeuse de vedette de cinéma commentant ses ménopauses! Ah! je sens que je vais m'énerver...)
Bref. Concluons.
Tout individu, traficotant pour la radio ou la TV, sacrifiant aux exigences du taux d'écoute par lèche-couillonnage, devrait être jeté au Rhône (ou dans tout autre liquide) attaché à six postes de TV.

C'était notre rubrique: «Assez de médiocres comme ça, pas besoin d'en rajouter.»

* * *

Mme Bauer-Lagier, nationale conseillère, est pleine de bonne volonté, à ce qu'il semble. Elle souhaitait que notre Soviet suprême réduise, par quelque mesure appropriée, la teneur en phosphates des poudres à laver. Vertueux dessein! Les lacs se meurent s'ils ne sont déjà morts. Et les phosphates y sont pour beaucoup. Mais les phosphates — ou plutôt l'emploi démentiel qui en est fait — ne sont que l'effet de nos besoins paranoïaques de propreté. Il faut réhabiliter la crasse, par conséquent. «Dégueulasse is beautiful»? Pas nécessaire d'aller jusque-là, du moins tous les jours. On proposera donc un slogan un peu moins détergent: «*Un peu de merde ne messied point... Madame!*» Ce qui nous fait un alexandrin potable, par-dessus le marché.

* * *

Texas Instruments et Hewlett-Packard se foutent simplement de la gueule du client. Les modes d'emploi de la plupart de leurs calculatrices — en particulier des machines programmables (HP 67, 41 C, TI 58 et 59, notamment) — sont en dessous du lamentable.
Le reproche n'est d'ailleurs pas nouveau. Surdité complète, pourtant, des fabricants.
Commentaire d'un revendeur spécialisé avec qui j'en causais d'un ton badin: «... Je sais, je sais!... Nous aussi nous commençons d'en avoir marre de travailler avec eux! Vivement que les Japonais arrivent sur le marché du micro-ordinateur avec du «soft» mieux présenté... Moi, j'en suis à éviter de leur demander des renseignements, à ces imbéciles...»
Tel quel.

Ne reste plus qu'à attendre les Japonais au virage.

Portez-vous bien.

Gil Stauffer.

BAGATELLES

Vous avez certainement lu l'annonce du «Bancomat Service» assurant «Où que vous soyez en Suisse, si vous avez soudain besoin d'argent,...». Froidement deux localités étrangères, dont une capitale d'Etat «souverain», ont été annexées à la Suisse par le rédacteur de l'annonce. On trouve en effet les plaques des localités suivantes dans le tableau: «Eschen FL» et «Vaduz». Le nouveau colonialisme bancaire!

* * *

«Les partis révisionnistes en Suisse sont petits, mais ils ne sont pas inoffensifs. Leur influence idéologique déborde du cadre de leurs organisations. Ils défendent les intérêts de la superpuissance agressive, l'Union soviétique, en Suisse. Dans certains pays, l'Union soviétique a aidé de telles minorités à prendre le pouvoir par un coup d'Etat. Les révisionnistes sont également dangereux parce qu'ils cachent, comme leur grand frère, leurs véritables objectifs derrière des paroles progressistes du genre: socialisme, paix et démocratie. Toutes les forces démocratiques et nationales doivent les démasquer.» Avez-vous deviné que ce texte a paru dans «Offensif», journal politique suisse de soldats, proche du Parti communiste de Suisse/marxiste-léniniste PCS/ML, n° 33, sous le titre: «Les partis révisionnistes en Suisse: PdT-Poch-PSA»?

* * *

«Mars» de Fritz Zorn, dont la traduction française a un grand retentissement, vient de paraître en livre de poche dans sa langue d'origine, ce qui est la preuve d'un indéniable succès, également dans les pays germanophones.

* * *

Emploi: la SA des Pneumatiques Michelin cherche par voie d'annonces un «futur responsable» suisse à qui sera offerte la possibilité d'accéder à un poste «particulièrement intéressant» et dont l'activité «non limitée à la révision interne débouchera progressivement sur organisation administrative et gestion» (sic). Michelin demande comme il se doit un sens des responsabilités et du goût pour l'organisation, un niveau universitaire, etc. Elle offre une «situation d'avenir», c'est le moins, un «bon salaire», cela va de soi, mais surtout et c'est l'argument massue qui s'impose dans la liste avant les «avantages sociaux» et l'horaire «adaptable», un parking. Piétons et cyclistes s'abstenir.